



Un rapport officiel belge souligne les liens entre la police et les terroristes de Bruxelles

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2016

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Les éléments du rapport du comité de surveillance de la police belge (comité P) sur le suivi des frères Abdeslam, qui ont fuité dans la presse, dévoilent à nouveau le rôle de la guerre impérialiste en Syrie et de la complicité de la police et du renseignement dans les attentats de Paris et Bruxelles.

Dès la fin mars, on savait que les terroristes étaient connus de l'Etat pour leur implication dans les réseaux islamistes instrumentalisés par l'OTAN en Syrie. A présent, ce rapport officiel belge confirme que l'étendue de ces réseaux et la protection dont ils jouissaient dans le cadre de la guerre ont joué un rôle important dans la préparation des attentats qui ont fait des centaines de victimes.

Le rapport du comité P reproche au service antiterroristes d'avoir négligé le suivi de Salah Abdeslam, qui serait le seul survivant du commando ayant organisé les attentats du 13 novembre à Paris. Son arrestation subite fin mars à Bruxelles, après quatre mois en cavale, aurait poussé les terroristes du 22 mars à passer à l'acte.

Selon le rapport du comité P, les services antiterroristes auraient perdu la carte GSM de Salah Abdeslam et négligé sa clé USB quand ils les lui ont confisquées en février 2015, soit 9 mois avant les attentats du 13 novembre à Paris.

La Dernière Heure écrit que ces éléments de preuve auraient été saisis « lors d'une perquisition au domicile des Abdeslam, dans le cadre d'une affaire de trafic de stupéfiants. La police locale rédige alors un procès-verbal sur cette perquisition avant de déposer les objets saisis, comme le veut la procédure, au greffe du tribunal de Bruxelles. Par la suite, Brahim Abdeslam est soupçonné de vouloir partir en Syrie. Son cas remonte à la fameuse DR3 ».

Différentes sources se contredisent quant à savoir si la négligence dans l'investigation des objets saisis incomberait à la police ou au service antiterroriste belge DR3. Toutefois, le rapport du comité P indiquerait clairement qu'il y a eu intervention de forces au sein de l'Etat belge pour protéger les données d'Abdeslam, qui se sont ensuite volatilisées.

Selon *La Dernière Heure* encore, « Le magistrat fédéral autorise à l'époque l'unité antiterroriste à consulter les pièces saisies chez les Abdeslam, à l'exception de la clé USB et du GSM de Salah A. La DR3 demande alors à pouvoir y accéder malgré tout. Et ce n'est qu'alors, qu'on se rend compte que le GSM de Salah A. ne se trouve pas au greffe. Le contenu du téléphone avait, par contre, été sauvegardé. S'y trouvaient effectivement, à

l'époque, en février 2015 donc, des numéros de personnes connues aujourd'hui pour leur implication dans les attentats de Paris et Bruxelles ».

Cette intervention du magistrat fédéral pour protéger spécifiquement la clé USB et le GSM de Salah Abdeslam, qui se sont volatilisées ensuite, est inexplicable. Comment était-il possible de perdre des éléments aussi cruciaux pour remonter un réseau islamiste, plusieurs semaines après l'attentat de janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*?

Il faut se demander non seulement si ces événements ont eu un rôle dans la préparation des attentats du 13 novembre et du 22 mars, mais aussi si d'éventuelles complicités de l'Etat, liées au soutien de l'OTAN pour les milices islamistes en Syrie, ont joué un rôle.

Le rapport du comité P qui a été remis à la commission parlementaire de suivi des organes de contrôle des services de police et du renseignement, a suscité de vives critiques des milieux officiels lundi. A l'unanimité, la majorité et l'opposition de la commission parlementaire ont décidé de permettre aux services de police incriminés dans le rapport de répondre point par point, ce qui est une première en Belgique. Les parlementaires tiendront compte de la défense de ces services pour analyser le rapport du comité P.

Face aux critiques de la commission parlementaire, le président du Comité P a réagi. Yves Keppens, qui avant de devenir président du Comité P en 2012 était procureur du Roi dans l'arrondissement judiciaire de Furnes, s'est exprimé sur VTM : « Pour cette enquête, nous avons travaillé sur des bases objectives et avec une méthode éprouvée. C'est toujours le cas et cette enquête n'est en rien une exception. Si nous faisons des constatations, nous devons les rapporter en toute objectivité et en toute correction au parlement ».

Le Syndicat Libre de la Fonction Publique, par la voix de son président Vincent Gilles, a défendu les services de police: « les méthodes utilisées par les enquêteurs du comité P se basent sur ce qui se pratiquait à une époque lointaine. Certains de ces enquêteurs n'ont d'ailleurs plus été confrontés au terrain et à la magistrature depuis plus de 15 ans. Les méthodes ont changé depuis lors. La réalité aussi. Et sur base de ce qui m'est rapporté, j'estime qu'ils n'ont malheureusement pas tenu compte de cette réalité dans leurs conclusions ».

Hier, les responsables de la police et du parquet ont plaidé dans des e-mails rapportés dans la presse belge qu'ils étaient submergés par la charge de travail, citant le nombre de combattants étrangers en Belgique ainsi que le nombre d'instructions ouvertes. Ils ont également attaqué le rapport du Comité P, qui leur coûtait prétendument même davantage de travail.

Le fait que les flics et espions belges sont submergés par les combattants étrangers démontre non pas les erreurs du rapport du Comité P, mais que la politique impérialiste d'essayer de renverser le régime syrien en mobilisant des combattants islamistes internationaux a eu des conséquences désastreuses.

Pendant cinq ans, les villes syriennes ont été dévastées par de nombreux raids djihadistes, ainsi que les bombardements des forces syriennes qui tentaient de leur répondre. A présent, cette guerre fait des victimes sur le sol européen et déborde les mêmes services de renseignements qui leur ont permis de naître. Leurs défaillances en série sont à présent

bien documentées.

Alors que Salah Abdeslam était prétendument l'homme le plus recherché d'Europe, il avait été repéré par un policier de Malines début décembre sans que cela n'aboutisse à son arrestation, le rapport du policier ayant été bloqué par une des chaînes de commandement. La police n'a que très brièvement interrogé Abdeslam, alors que ses complices fomentaient des attentats à l'aéroport de Bruxelles et dans une station de métro de la capitale.

La police judiciaire de Bruxelles a négligé les avertissements de la Turquie concernant Ibrahim El Bakraoui, un des dirigeants de l'attentat du 22 mars, en juillet 2015.

Salah Abdeslam est depuis la semaine dernière incarcéré en France dans la plus grande prison d'Europe, Fleury Mérogis, après avoir été extradé par la Belgique. Un dispositif a été mis spécialement en place afin d'éviter un suicide.

Il est remarquable de noter le silence des médias français qui ne souhaitent pas faire grand bruit autour de ces révélations. Ces dernières soulignent les mécanismes sordides qu'utilisent les médias et le gouvernement Hollande, qui sous prétexte de la lutte contre le terrorisme mettent en place un Etat policier et font la promotion de forces d'extrême-droite.

Hollande avait invoqué la menace d'attentats pour mettre en place l'état d'urgence qui permet à présent la répression physique par les CRS des manifestants contre la loi El Khomri. La stratégie du gouvernement de manipuler la réaction de la population aux attentats avait pour objectif de justifier la répression physique de l'opposition des travailleurs et des jeunes à sa politique d'austérité.

Anthony Torres

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), wsws.org, 2016

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca